



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Pour la FSU, le discours du Premier Ministre, ne permet pas de dissiper les inquiétudes car de nombreuses questions restent sans réponse. La question centrale est celle des garanties sanitaires qui conditionnent la réouverture des écoles, collèges et lycées.

La FSU ne transigera pas sur les garanties de santé et de sécurité. Le protocole sanitaire national annoncé pour le 5 mai doit être très précis, très protecteur et offrir toutes les garanties. Partout où les conditions de la mise en œuvre de ce protocole ne seront pas réunies ou si les moyens nécessaires ne seront pas disponibles alors la FSU appellera explicitement à la non réouverture de ces établissements.

- Nombre de masques : 2 par personne et par jour.
- Gel hydroalcoolique en quantité suffisante.
- Nettoyage des locaux, du matériel collectif, élimination des déchets sensibles (masques, gants ...).
- Conditions de la mise en œuvre de la distanciation corporelle lors de l'accueil, des déplacements, des cours, des récréations, des repas, des internats, des séances d'EPS, des ateliers ...

La formation des personnels au protocole sanitaire puis l'éducation des élèves en situation est pour nous un préalable pédagogique essentiel. Ces nouvelles conditions d'apprentissage vont profondément modifier les pratiques pédagogiques cela demande un temps de concertation entre les adultes des établissements.

Le nombre d'élèves accueillis simultanément annoncé à 15 nous interroge et nous inquiète alors que le conseil scientifique préconisait 5 en maternelle et 10 en élémentaire. Et que les rassemblements publics seront limités à 10 !

Certaines collectivités ont déjà anticipé des kits de prévention pour leurs personnels, d'autres n'ont encore rien mis en œuvre et notamment les rectorats qui n'ont encore rien mis en place pour les personnels administratifs.

Le gouvernement semble renvoyer la balle aux collectivités territoriales et aux parents dans le cadre du volontariat. Si demain un enfant, un adulte, une famille est contaminée qui portera la responsabilité ?

Quel suivi sanitaire et quelle transparence sur les éventuelles contaminations ? Cela pose la question des tests dans les établissements scolaires, du rôle des infirmiers et médecins scolaires.

La question du contenu pédagogique durant la période de mai juin et à la rentrée de septembre doit être repensé entre révision, remise en confiance et nouveaux apprentissages, les programmes doivent être réaménagés. Mais aussi l'articulation entre les activités en présentiel et à distance et le cumul des deux pour les enseignants nous semble impossible à mettre en œuvre. La question des moyens humains complémentaires doit être posée.

L'ensemble de ces questions qui demeurent ce jour sans réponse, ne font que développer l'anxiété des élèves, des parents, des enseignants, des agents territoriaux et administratifs. Dans la région Grand Est particulièrement touchée par la pandémie, ce sentiment est décuplé.

Pour la FSU la date du 11 mai si proche nous semble précipitée, elle ne nous permet pas de mettre en œuvre un protocole sanitaire satisfaisant cela fait courir un risque majeur de deuxième vague de contamination.